



# Grandes manifestations en Égypte contre la tentative du gouvernement de changer la constitution

Par [Joseph Kishore](#)

Mondialisation.ca, 06 décembre 2012

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

De grandes manifestations ont éclaté au Caire et dans d'autres villes d'Égypte contre la tentative du président égyptien Mohamed Mursi d'imposer une nouvelle constitution antidémocratique.

Des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés sur la place Tahrir, où les manifestations qui avaient éclaté en janvier 2011 avaient entraîné la chute du dictateur égyptien Hosni Moubarak. Des manifestations ont également eu lieu à Alexandrie, dans la ville industrielle de Mahalla et ailleurs.

Des contre-manifestations ont été organisées pour aujourd'hui par le gouvernement et les Frères musulmans. Un conflit direct est possible, même si les manifestations pro-gouvernement ont été déplacées depuis la place Tahrir jusqu'à l'Université du Caire.

La série la plus récente de manifestations de masse a commencé après la publication par Mursi le 22 novembre d'un décret qui accordait au Président des pouvoirs très larges « de prendre toutes mesures qu'il considère nécessaire afin de préserver et sauvegarder la révolution, l'unité nationale et la sécurité nationale. » Le décret déclarait également que le pouvoir judiciaire, dominé par des anciens de l'ère Moubarak, n'aurait aucun contrôle sur les décisions présidentielles.

Le décret a donné à l'assemblée constituante – dominée par les Frères musulmans de Mursi – deux mois supplémentaires pour finir de rédiger une constitution. Cependant, dans le contexte de nombreuses manifestations populaires et de divisions très nettes au sein de l'élite dirigeante Égyptienne, l'assemblée a décidé la semaine dernière de faire passer une nouvelle constitution aussi vite que possible. Mursi devrait signer la constitution dès aujourd'hui, avec un référendum populaire qui devait suivre dans les 15 jours.

Un reportage de l'*Associated Press* décrivait l'insistance frénétique au sein de l'assemblée constituante pour terminer et approuver la constitution. L'AP écrit : « Durant la session de jeudi [qui a duré 15 heures], le chef de l'assemblée Hossam al-Ghiryani a insisté avec acharnement pour que les membres en finissent. Lorsqu'un article a reçu 16 objections, il a fait remarquer que cela imposerait de reporter le vote de 48 heures d'après les règles de l'assemblée. « Maintenant je demande un nouveau vote, » a-t-il dit, et tous les membres sauf quatre ont abandonné leurs objections. »

La course pour qu'une constitution soit rédigée était en partie alimentée par des inquiétudes sur la possibilité que la Cour suprême déclare illégale l'assemblée constituante ce week-end. Une décision contre l'assemblée est toujours possible. Les juges suprêmes ont annoncé vendredi que le pouvoir judiciaire pourrait refuser de superviser le référendum sur la constitution, ce qui remettrait en question sa légalité.

L'objectif principal de la nouvelle constitution est de consolider l'alliance des Frères musulmans avec l'armée et les États-Unis. C'est essentiel non seulement pour maintenir la position des Frères dans la lutte entre factions au sein de la bourgeoisie égyptienne, mais, plus important encore, pour écraser l'opposition montante parmi les travailleurs et les jeunes.

Le gouvernement cherche à appliquer des mesures d'austérité drastiques en échange de prêts promis par le Fonds monétaire international et d'un afflux de capital international. Jeudi, des représentants du gouvernement ont juré que les manifestations n'auraient aucun effet sur sa détermination à imposer les mesures exigées par les banques.

Mursi est encouragé par le soutien continu que lui accorde Obama. Son décret du 22 novembre est intervenu un jour après que la ministre des Affaires étrangères Hillary Clinton a chanté ses louanges pour son rôle dans la négociation d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Les États-Unis considèrent le gouvernement des Frères musulmans comme un élément essentiel d'un réseau d'états gouvernés par des partis musulmans sunnites (dont la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar). Cette alliance soutient la guerre civile pour le compte des États-Unis en Syrie et sera nécessaire à toute action militaire des États-Unis ou d'Israël contre l'Iran.

Vendredi, le gouvernement d'Obama a refusé très clairement de critiquer la nouvelle constitution du régime Mursi. L'*Associated Press* a fait savoir que si « La porte-parole du ministère des affaires étrangères Victoria Nuland se lamentait du manque de consensus, » le « gouvernement Obama refuse de critiquer le projet de constitution égyptien malgré le débat international intense sur la question d'une protection adéquate des femmes, des minorités religieuses et des voix dissidentes. »

Parmi la liste des inquiétudes citées par l'AP, il n'est pas fait mention du rôle que la constitution donne à l'armée, laquelle reste l'institution dominante de la politique égyptienne.

La constitution impose que le ministre de la Défense soit un officier militaire et que les affaires militaires et le budget de la défense soient supervisés par un conseil spécial de généraux de haut rang, aux côtés du président. L'armée continuerait à opérer sans contraintes ni contrôle sérieux.

Les tribunaux militaires haïs de tous sont également maintenus. Une version antérieure de la constitution contenait une réserve qui aurait empêché les tribunaux militaires de juger des civils, mais elle a été supprimée sur demande de l'armée. Elle a été remplacée par l'article 198 qui autorise ces tribunaux à juger « les crimes qui touchent aux forces armées. » Plus de 12 000 civils sont passés devant les tribunaux militaires depuis le soulèvement de janvier 2011.

La constitution consacre également l'Islam comme religion d'Etat et pose au moins les bases nécessaires pour faire de la Sharia le fondement du droit. Ces fondements sont définis

comme « incluant des preuves et des fondements généraux, des règles et de la jurisprudence ainsi que des sources acceptées par la doctrine de l'Islam sunnite et la majorité des universitaires musulmans. » Un rôle particulier est accordé à ceux de l'université Al-Azhar, un institut islamique situé au Caire, dans la supervision de la rédaction des lois.

Parmi les autres dispositions antidémocratiques, la constitution interdit « d'insulter ou de montrer du mépris envers toute personne. » Sous Mubarak, de nombreux manifestants avaient été arrêtés pour avoir insulté le président ou fait des déclarations qui étaient considérées comme allant contre la religion.

Les manifestations de masse, dont celles qui ont eu lieu vendredi, ont été menées par des factions du monde politique égyptien qui ne sont pas moins hostiles à la classe ouvrière que Mursi. Parmi celles-ci, on compte l'ex-candidat à la présidentielle et ex-directeur de l'Agence de l'énergie atomique Mohammed El-Baradei et son Parti de la constitution, le Nassériste Hamdeen Sabahi, l'ex-ministre de Mubarak et secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, et l'homme d'affaires milliardaire Naguib Sawiris, fondateur du Parti des Égyptiens libres.

Les principaux partis libéraux bourgeois ont formé une alliance avec le Mouvement des jeunes du 6 avril et une série de partis « de gauche », dont les Socialistes révolutionnaires, avec pour objectif de contenir l'opposition de masse et de stabiliser la position de la classe dirigeante.

El-Baradei a prévenu qu'« une guerre civile menace d'éclater en Égypte, » notant que cela pourrait entraîner l'intervention directe de l'armée.

Dans un entretien la semaine dernière avec le magazine d'information allemand *Der Spiegel*, Moussa a déclaré que « L'opinion publique n'a jamais été aussi polarisée qu'elle l'est aujourd'hui. » Il a ajouté, « Certains égyptiens croient que la guerre civile a déjà commencé, mais nous aimerions éviter un tel scénario à tout prix. »

Les actions de Mursi soulignent le fait que les droits démocratiques et tous les intérêts économiques et sociaux de la classe ouvrière égyptienne et des jeunes ne peuvent être réalisés dans le cadre du monde politique bourgeois et du régime capitaliste.

*À lire également :*

[La voie pour aller de l'avant en Egypte](#)

[28 novembre 2012]

Article original, [WSWS](#), paru le 1<sup>er</sup> décembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Joseph Kishore](#), [wsws.org](#), 2012

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)